

La guerre du tout à perdre

Myriam Cloutier

Number 817, Summer 2022

URI: <https://id.erudit.org/iderudit/99101ac>

[See table of contents](#)

Publisher(s)

Centre justice et foi

ISSN

0034-3781 (print)

1929-3097 (digital)

[Explore this journal](#)

Cite this document

Cloutier, M. (2022). La guerre du tout à perdre. *Relations*, (817), 5–5.

LA GUERRE DU TOUT À PERDRE

Myriam Cloutier

Le plus récent rapport du Groupe d'experts intergouvernemental sur l'évolution du climat (GIEC), dont le troisième volet a été dévoilé le 4 avril, n'a pas fait grand bruit. Surtout dans un contexte où d'autres catastrophes plus immédiates – les violents bombardements de l'offensive russe en Ukraine et les atrocités commises contre les civils à Boutcha, en particulier – captaient l'attention médiatique et suscitaient l'émoi. Pourtant, cet énième avertissement du GIEC se veut plus alarmant que jamais : il nous reste à peine trois ans pour réduire de façon draconienne nos émissions de gaz à effet de serre (GES) si l'on souhaite limiter le réchauffement de la planète, déjà problématique, à 1,5 degré Celsius, comme le prévoit l'Accord de Paris sur le climat. Dans la foulée de la publication du rapport, le secrétaire général de l'ONU, António Guterres, a décrié la « folie morale et économique » que constituent tous les nouveaux investissements dans le secteur des énergies fossiles.

À la lumière de ce message sans équivoque, nos responsables politiques ne devraient plus attendre pour mettre en branle des solutions ambitieuses afin de stopper la production d'hydrocarbures, de limiter les secteurs d'activité les plus émetteurs de GES et d'encourager la sobriété énergétique. Or, leur inaction est scandaleusement assumée. Deux jours après le dévoilement du rapport du GIEC, et une semaine après celui du plan fédéral de réduction des GES pour 2030, le ministre de l'Environnement, Steven Guilbeault, a approuvé le projet d'extraction pétrolière Bay du Nord, au large de Terre-Neuve. La société norvégienne Equinor pourra ainsi extraire entre 300 millions et 1 milliard de barils de pétrole sur une période de 30 ans, ce qui pourrait générer 584 000 tonnes d'émissions par an, l'équivalent de 237 000 voitures à essence. Steven Guilbeault, en plus de retourner sa veste d'écologiste, ajoutait l'insulte à l'injure en osant nous faire croire qu'il s'agit d'un projet « carboneutre » d'extraction de pétrole « vert », gommant au passage les émissions liées à la combustion, pourtant les plus importantes, estimées à 116 millions de tonnes de GES¹. Une fumisterie qui a de quoi alimenter le cynisme.

Alors que le commerce énergétique se restructure à l'échelle internationale, et bien qu'il soit impossible de prendre la pleine mesure des conséquences de la guerre en Ukraine au moment d'écrire ces lignes, un horizon sombre se dessine sur le front de l'urgence climatique. Les cours du pétrole et du

gaz s'emballent sur les marchés mondiaux – ce qui pousse la production à la hausse. La transition écologique, et la décroissance de la consommation et de la production d'hydrocarbures qu'elle exige, sont mises à rude épreuve, pour ne pas dire reléguées aux oubliettes. Le mot d'ordre du GIEC « réduire notre dépendance aux énergies fossiles » est dans les faits retraduit sans gêne : « réduire notre dépendance aux énergies fossiles russes »!

La volonté des pays européens de couper les vivres à Vladimir Poutine en cessant d'acheter du charbon, du pétrole ou du gaz russes, principales sources de revenus du Kremlin, ravive l'intérêt pour de nouvelles sources d'approvisionnement. Les États-Unis y voient une occasion de taille de devenir, avec leur gaz naturel liquéfié, le fournisseur privilégié des marchés européens. Le Canada ne veut pas rester sur la touche : on note déjà un intérêt accru pour de nouvelles infrastructures gazières et pétrolières dans la région de l'Atlantique est.

Dans cette ère de permacrise², nos gouvernements relèguent toujours la question écologique au second plan, à Ottawa, à Québec ou ailleurs, face aux pressions intensives des lobbies pétrolier et gazier ou du complexe militaro-industriel. *There's no business like war business*, pour parodier l'adage. D'où le soudain empressement de Justin Trudeau à conclure une entente pour l'achat de 88 chasseurs-bombardiers F-35 à la compagnie américaine Lockheed Martin. D'où, également, la frénésie d'augmenter les dépenses militaires, dans laquelle plusieurs pays de l'OTAN se lancent, y compris le Canada. Ces réflexes militaristes, qui ne peuvent faire autrement que de nourrir la guerre, nous éloignent gravement d'actions urgentes et conséquentes en matière climatique, alors que l'avenir même de l'humanité est en jeu.

Les milliards déversés dans les énergies sales, dans l'armement et les dispositifs sécuritaires des blocs géopolitiques dilapident aussi un temps précieux alors qu'il est minuit moins une pour la planète. L'indignation populaire doit se manifester, refusant le constat d'impuissance et la logique de mort ; sinon, nous perdons collectivement en tous points. Il est nécessaire, en somme, non pas de pousser plus loin l'impératif de production capitaliste toujours propulsé par toute nouvelle guerre, mais d'envisager les possibilités d'un renversement, de dégager des espaces qui renouent avec un projet de justice sociale compatible avec les urgences de notre temps. Des raisons de plus de réclamer une issue progressiste et durable à la crise russo-ukrainienne et à toutes les guerres en cours. ■

1 – Alexandre Shields et Laurianne Croteau, « Bay du Nord devrait générer des dizaines de millions de tonnes de GES », *Le Devoir*, 9 avril 2022.

2 – Voir Josh Glancy, « Bienvenue dans la "permacrise", l'ère de la crise sans fin », *Courrier international*, 9 mars 2022 [en ligne].